



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

#### ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE N° 2025-8360-004

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations sylvicoles manuelles et mécanisées sur le territoire de l'Agence Etudes et Travaux de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'ONF, dans les départements 22, 29, 35, 49, 56, 72, 85 correspondants au secteur couvert par l'Unité de Production Bretagne-Pays de la Loire.

#### Pouvoir adjudicateur

**Office National des Forêts**  
Direction territoriale de Centre-Ouest Aquitaine  
Agence Etudes et Travaux de Centre-Ouest Aquitaine  
100 Bd de la Salle  
45760 Boigny sur Bionne

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Mme Laure SEUILLLOT, Directrice de l'agence Etudes et Travaux Centre-Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts.

## SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN .....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	1
<b>1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
<b>2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.2. DECOMPOSITION EN LOTS .....	5
3.3. MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
3.3.1. <i>Attribution</i> .....	5
3.3.2. <i>Lots n° 1 à 14</i> .....	5
3.3.3. <i>Lot n° 15</i> .....	5
3.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES.....	6
3.5. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	6
3.6. INTEGRATION DE NOUVEAUX TITULAIRES .....	6
3.7. PRESTATIONS NON PREVUES .....	6
3.8. LIMITATION DANS LA CREATION DES NOUVEAUX PRIX .....	6
3.9. DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	6
3.10. DESCRIPTION DES TRAVAUX ATTENDUS .....	7
3.11. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	7
3.12. SECURITE ET SIGNALISATION .....	8
3.13. SOUS-TRAITANCE.....	9
<b>4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>10</b>
4.10. ACCORD-CADRE.....	10
4.11. MARCHÉ SUBSEQUENT .....	10
<b>5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>10</b>
5.1. DISPOSITIONS GENERALES .....	10
5.2. EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE .....	10
5.2.1. <i>Passation des commandes</i> .....	10
5.2.2. <i>Modification d'un bon de commande</i> .....	11
5.2.3. <i>Suspension d'un bon de commande</i> .....	11
5.2.4. <i>Résiliation d'un bon de commande</i> .....	11
5.3. EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES .....	11
5.3.1. <i>Dispositions générales relatives aux marchés subséquents</i> .....	11
5.3.2. <i>Termes non couverts par l'accord-cadre</i> .....	11
5.3.3. <i>Forme des marchés subséquents</i> .....	11
5.3.4. <i>Durée - délais d'exécution des marchés subséquents</i> .....	11
a) <i>Durée des marchés subséquents</i> .....	11
b) <i>Délai d'exécution des marchés subséquents</i> .....	11
c) <i>Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents</i> .....	11
5.3.5. <i>Modalités de conclusion des marchés subséquents</i> .....	12
a) <i>Engagement de la consultation</i> .....	12
b) <i>Critères d'attribution des marchés subséquents</i> .....	12
c) <i>Formalisme et attribution des marchés subséquents</i> .....	12
5.3.6. <i>Modifications des marchés subséquents</i> .....	12
5.4. SOLICITATION EXCEPTIONNELLE.....	12
5.5. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	12
5.6. EVALUATION DES TITULAIRES.....	13
<b>6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>13</b>

6.1.	UNITE MONETAIRE .....	13
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	13
6.2.1.	<i>Nature des prix</i> .....	13
6.2.2.	<i>Contenu des prix</i> .....	13
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX .....	13
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	13
6.4.1.	<i>Avance</i> .....	13
6.4.2.	<i>Acomptes</i> .....	13
6.4.3.	<i>Facturation</i> .....	13
6.4.4.	<i>Transmission des factures</i> .....	14
6.4.5.	<i>Paie ment des sous-traitants</i> .....	14
6.4.6.	<i>Délai global de paie ment</i> .....	14
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	15
7	PENALITES.....	15
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	15
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	15
8	DROIT, LANGUE.....	15
9	ASSURANCE .....	16
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	16
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	16
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN .....	16
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	16
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	16

---

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Etudes et Travaux de la Direction territoriale Centre-Ouest Aquitaine (DT COA), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 030 20 dont le siège est situé 100 boulevard de la Salle  
– BP18 –  
45760 BOIGNY-SUR-BIONNE.

### 1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Mme Laure SEUILLOT, Directrice de l'agence Etudes et Travaux Centre-Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts.

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :  
M. Augustin CHAUNU Directeur financier de la Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine  
[augustin.chaunu@onf.fr](mailto:augustin.chaunu@onf.fr)

### 1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :  
Mme Yamina KECHEROUD, Responsable territorial Achat,  
[yamina.kecheroud@onf.fr](mailto:yamina.kecheroud@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :  
M. Julien DELFORGE, Responsable de l'Unité de Production Ouest (Bretagne & Pays de Loire)  
[julien.delforge@onf.fr](mailto:julien.delforge@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

## 2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations sylvicoles manuelles et mécanisées sur le territoire de l'Agence Etudes et Travaux de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'ONF, dans les départements 22, 29, 35, 49, 56, 72, 85 correspondants au secteur couvert par l'Unité de Production Bretagne-Pays de la Loire.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F - mai 2022.

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes et à marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

### 3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 15 lots sans montant minimum annuel de commandes, mais avec un montant maximum annuel de commande par lot.

Chaque lot donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- 14 lots à exécution mixte : lots n°1 à 14.
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 15.

Lots	Types Travaux	Département(s)	Montant maximal de commandes annuelles
1	Broyage linéaires	Finistère	60 000,00 €
2	Broyage linéaires	Morbihan	40 000,00 €
3	Potets	Finistère et Morbihan	150 000,00 €
4	Potets	Côtes-d'Armor, Ille et Vilaine	150 000,00 €
5	Broyage linéaires	Côtes-d'Armor	40 000,00 €
6	Dégagement manuel	Finistère et Morbihan	30 000,00 €
7	Dégagement manuel	Côtes-d'Armor, Ille et Vilaine	50 000,00 €
8	Dégagement manuel	Sarthe et Maine-et-Loire	105 000,00 €
9	Dégagement manuel	Vendée	25 000,00 €
10	Broyage linéaires	Vendée	45 000,00 €
11	Broyage linéaires	Maine-et-Loire	70 000,00 €
12	Plantation	Sarthe, Maine-et-Loire	40 000,00 €
13	Plantation	Finistère et Morbihan	30 000,00 €
14	Plantation	Côtes-d'Armor, Ille et Villaines	35 000,00 €
15	Marchés subséquents	Finistère, Morbihan, Côtes-d'Armor, Ille et Villaines, Sarthe et Maine-et-Loire et Vendée	100 000,00 €

Le détail des prestations pour chacun des lots est précisé dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les quantités estimatives du BPU sont données à titre indicatif et ne sont pas contractuelles.

### 3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

#### 3.3.1. Attribution

Chaque lot sera attribué à trois (3) soumissionnaires. Dans les cas où le nombre d'offre serait insuffisant l'ONF pourra attribuer le marché à 1 ou 2 candidats.

#### 3.3.2. Lots n° 1 à 14

Les lots 1 à 14 font l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- Par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
  - o Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.
  - o Lorsqu'en application de l'article 5.4, il y a nécessité de fixer de nouveaux prix

Lors des remises en concurrence, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

#### 3.3.3. Lot n° 15

Le lot n°15 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement lorsque le(s) titulaire(s) des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas disponible(s) pour réaliser les prestations commandées. Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une nouvelle entreprise pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des entreprises extérieures à l'accord-cadre.

### **3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes**

Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade des mieux disant ». Ils seront donc d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin à s'adresser au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

### **3.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents**

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins disante.

### **3.6. Intégration de nouveaux titulaires**

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot n°15 Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- La fiche de renseignement complétée.

### **3.7. Prestations non prévues**

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avéraient nécessaires, le titulaire proposera sur demande du pouvoir adjudicateur, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

### **3.8. Limitation dans la création des nouveaux prix**

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite de 20% du nombre total de lignes du BPU et commandés dans la limite du montant maximum annuel du marché.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles prestations pourront être commandées par l'émission de bons de commande.

### **3.9. Durée de l'accord cadre**

**L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification.**

Il est **renouvelable par tacite reconduction**, par période d'une année.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par courrier avec accusé de réception envoyé via la messagerie sécurisée de son profil acheteur (PLACE), 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois, la durée totale de l'accord-cadre n'excédera pas 3 (trois) ans.

Un titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

### 3.10 Description des travaux attendus

Pour chaque chantier, le titulaire disposera avant intervention d'une fiche présentant le plan de la parcelle, le point de secours, et listant le détail des prescriptions spécifiques à respecter.

**Cloisonnement d'exploitation** : ouvertures linéaires dans les peuplements forestiers implantées en vue de permettre la circulation des engins d'exploitation forestière et destinées à protéger les sols situés entre les cloisonnements (les engins ne doivent pas circuler en dehors des cloisonnements), et les tiges réservées ; largeur de 4 m.

**Le cloisonnement sylvicole** : ouverture linéaire dans les peuplements forestiers en vue de permettre un accès permanent à l'ensemble de la parcelle. Installation par broyage dans la majorité des cas ne devant pas dépasser 2 m de largeur.

**Dégagement avec maintien du gainage** : dégagement visant à mettre en pleine lumière le tiers supérieur de la tige des jeunes semis/plants de l'essence objectif, en rabattant partiellement (mi-hauteur ou 2/3 hauteur) les essences directement concurrentielles du semis/plant concerné. Intervention bien adaptée à des semis/plants de plus de 1 m en présence d'une végétation concurrentielle non explosive

**Dégagement rez-terre** : en cas de concurrence ligneuse très dynamique ou explosive et préférentiellement de jeunes semis. Technique à pratiquer en plein dans les stades précoces des itinéraires très concurrentiels (type chênaie charmaie et chênaie hêtraie) ou de façon ciblée (de place en place) dans les derniers stades de développement des jeunes peuplements de moins de 3 m.

**Confection de potets à la pelle mécanique** : travail localisé du sol (50 cm x 50 cm x 50 cm) visant à décompacter le sol, évacuer les gros cailloux et rémanents, détruire la concurrence végétale localement. Un profil bombé doit être obtenu pour éviter la stagnation d'eau. Les potets profil bombé seront réalisés à l'aide d'un sous-soleur multifonctions monté sur mini ou midi-pelle (maximum 8 tonnes).



Illustration du sous-soleur multifonction monté sur midi-pelle.

**Pseudo labour** : travail du sol consistant à remanier les horizons supérieurs du sol jusqu'à une profondeur de 15 cm. Cette opération est réalisée à l'aide d'un engin de type covercrop.

**Labour** : travail du sol consistant en un retournement total ou partiel de la couche supérieure du sol prise sur une épaisseur variant en moyenne de 15 à 35 cm. Ils sont réalisés avec un covercrop lourd ou une charrue.

### 3.11 Clauses environnementales

Les travaux seront réalisés conformément au cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF), consultable sur [www.onf.fr/](http://www.onf.fr/) et notamment :

- L'entrepreneur doit organiser le chantier de façon à :

- Préserver les sols sensibles à l'érosion et au tassement
- Préserver les cours d'eau, en veillant à ne pas gêner leur écoulement
- Respecter les éléments ayant trait au patrimoine architectural
- Éviter les déversements accidentels ou les abandons d'huile ou de fluide de quelque sorte. En cas de déversement accidentel, l'entrepreneur prendra immédiatement les mesures correctives et en informera le conducteur de travaux
- Collecter tous les déchets produits à l'occasion du chantier en vue d'un traitement conforme à la législation.

Entre le mois d'avril et le mois de septembre, les conditions de travaux peuvent évoluer rapidement : directive Oiseaux ou prévention contre les incendies. Pour cette période, les prestations afférentes devront, en conséquence, être réalisées dans les délais convenus lors de la commande afin de permettre un suivi de travaux au plus proche de la réalité.

En complément des périodes spécifiques d'interdiction (ou de tolérance d'activité) mentionnées dans le planning prévisionnel de chaque lot, les prescriptions générales décrites ci-dessous sont à appliquer sur l'ensemble des parcelles concernées par les travaux :

- Protection des peuplements et arbres en place :
  - Une attention particulière sera apportée à la préservation de toute blessure au corps ou au pied des arbres et à la conservation des accrus (jeunes pousses d'arbres d'essence objectif ou d'accompagnement) désignés, présents ou à préserver expressément sur les emprises des travaux.
- Prise en compte du risque feu de forêt :
  - Le libre accès permanent et le maintien en bon état des pistes, fossés, ponts, place de dépôt de bois ... devront être assurés durant toute la durée des travaux ;
  - Une attention particulière sera portée au respect intégral des équipements de la forêt et des infrastructures de desserte ou de lutte contre les incendies.
  - En raison de règles de sécurité incendie très strictes, le titulaire du marché veillera à ce que les personnes exécutant les prestations ne fument pas sur les chantiers.
- Préservation des bords de cours d'eau :
  - Les émissaires fluviaux présents sur l'emprise des parcelles (fossés, cours d'eaux), leurs annexes (mares, lagunes ...) ou leurs équipements (seuils, passages busés) ne feront l'objet d'aucuns travaux et devront être intégralement préservés.
- Maintien des particularités topographiques :
  - Tous les éléments naturels présents sur les parcelles avant travaux (haies, bouquets d'arbres, alignements, mares, lagunes ...) seront intégralement protégés.
  - Tout travail du sol (broyage, discage ...) sera arrêté à une distance de 6 mètres de ces formations.
- Protection de la faune sauvage et conservation des habitats :
  - Respect intégral de tous les arbres creux, terrasses, murets ou autres éléments de microtopographie ;
  - Non destruction ou déplacement de nid d'espèce protégée et mise en défens d'un nid d'espèce protégée présent sur une berge de cours d'eau ou au sein d'une roselière ;
  - Non destruction d'un habitat d'espèce protégée.

### 3.12 Sécurité et signalisation

Afin de garantir la sécurité des usagers, l'entreprise devra matérialiser sa présence à l'aide d'une signalisation adaptée (panneau de chantier notamment), selon la réglementation en vigueur notamment pour les travaux en bord de route (panneau de signalisation temporaire ou tout autre équipement de sécurité sollicité par la nécessité de chantier...).

L'entreprise est réputée sachante de la législation en vigueur concernant ses obligations en termes de sécurité vis de ses salariés et des tiers. Elle organise et assure elle-même la mise en sécurité de son chantier. Elle pourra être tenue responsable en cas d'incident ou d'accident causé par le non-respect des règles de sécurité.



Exemple non exhaustif d'EPI :

- Chaussure de sécurité
- Lunette de protection
- Gants de manutention
- Masque anti-poussière
- Protection auditive
- Casque de sécurité
- Gilet Haute Visibilité pour travaux bord de route

Tous les EPI utilisés devront être normés et leur date de validité conforme au moment des travaux.

**IMPORTANT** : tout chantier de travaux sylvicoles supérieurs à 4ha devra faire l'objet d'une déclaration préalable aux services de l'inspection du travail géographiquement compétents.

L'entreprise devra également procéder avant toute intervention réaliser sa DICT.

### **Consignes générales de sécurité sur un chantier**

#### **Protection des personnels :**

- Porter les EPI obligatoires sur chantier par toute personne évoluant sur le chantier
- Porter les EPI obligatoires adaptés aux risques liés à l'activité réalisée
- Vérifier que la trousse de secours est complète et présente à proximité des opérateurs
- Porter le pansement compressif sur soi (tronçonneuse)
- Garer les véhicules dans le sens du départ et donner accès aux clés à tous les opérateurs

#### **Organisation du chantier :**

- Reconnaître le Point de Rencontre Secours renseigné sur la fiche de chantier avant le démarrage du chantier
- Vérifier la couverture réseau téléphonique par le 112 et le port du téléphone professionnel allumé par tous les opérateurs
- Rester à portée de vue ou de communication des collègues
- Signaler le chantier au niveau de tous les accès (amont et aval) et vérifier la signalisation chaque jour
  - Signalisation de danger et d'interdiction d'accès au public
  - Panneau de signalement de chantier forestier (inspection du travail)
- Matérialiser un périmètre de sécurité en cas de risque particulier (arbre encroué, ...)
- Laisser libre la voie d'accès au chantier
- Appliquer les distances de sécurité minimales entre opérateurs.

### **3.13 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

## 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### 4.10 Accord-cadre

- L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

### 4.11 Marché subséquent

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents,
- Le cas échéant, le mémoire technique.

A noter, les clauses générales d'achat des prestations de services forestiers en forêt publique étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types de commande : d'une part, par émission de bons de commande selon les dispositions prévues aux articles 3.3.1 et 5.2 ci-après, d'autre part, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies des articles 3.3.2 et 5.3 ci-après.

### 5.2 Exécution par émission de bons de commande

#### 5.2.1 **Passation des commandes**

Les commandes de prestations sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Si, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réponse de ce dernier, l'ONF contactera le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF retracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise attributaire du lot.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de

réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

### **5.2.2 Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **5.2.3 Suspension d'un bon de commande**

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

### **5.2.4 Résiliation d'un bon de commande**

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de 11 des CGA.

## **5.3 Exécution par remise en concurrence des titulaires**

### **5.3.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.3.1 et 3.3.2 ci-dessus.

### **5.3.2 Termes non couverts par l'accord-cadre**

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations.

### **5.3.3 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuel ou à bons de commande.

### **5.3.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

#### **a) Durée des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

#### **b) Délai d'exécution des marchés subséquents**

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 5.2.1 du présent CCATP.

#### **c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

### 5.3.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents

#### a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre *via* la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

#### c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

### 5.3.6 Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### 5.4 Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot du marché n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique de l'agence études et travaux de la direction territoriale Centre Ouest Aquitaine.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

### 5.5 Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

## **5.6 Evaluation des titulaires**

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF ou CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

## **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre ou le cas échéant au marché subséquent.

#### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **6.3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêts domaniales.

### **6.4. Modalités essentielles de paiement**

#### **6.4.1. Avance**

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière.

#### **6.4.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.  
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.  
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### **6.4.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2025-8360-004 lot n°XX ;

- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

#### **6.4.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 46000XXXXXX (numéro communiqué au moment de l'attribution du marché)
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003020
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **6.4.5. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **6.4.6. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.4.7. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### **7 PENALITES**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

#### **7.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels indiqués dans le bon de commande, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

#### **7.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **8 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.



## **9 ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **10.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **10.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **10.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)